



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers  
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Poitiers, le 30 décembre 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 23/12/2025**

#### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Saft**

Rue Georges Leclanché  
86000 Poitiers

Code AIOT : 0007201120

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/12/2025 dans l'établissement Saft implanté rue Georges Leclanché 86000 Poitiers. L'inspection a été annoncée le 04/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Saft
- Rue Georges Leclanché 86000 Poitiers
- Code AIOT : 0007201120
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe SAFT est un groupe français employant plus de 4 000 personnes réparties dans 19 pays à travers le monde. Total a acquis en 2016 SAFT pour renforcer sa branche d'énergies renouvelables(représentant 5 % de l'activité actuellement chez SAFT). 3 usines SAFT sont implantées en France (Bordeaux, Nersac et Poitiers).

**Thèmes de l'inspection :**

- AR – 1

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Documents inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
2	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
3	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
4	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
5	Prescriptions sécheresses	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I
6	Prescriptions sécheresses – délais	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III
7	Volumes prélevés	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
9	Point de contrôle GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra procéder au calcul de volume de référence afin de pouvoir justifier des économies réalisées depuis le 1er janvier 2018.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prescriptions sécheresses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Applicabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. »</i>
<b>Constats :</b> <p>Le site est approvisionné uniquement à partir du réseau AEP. Il dispose actuellement d'un branchement « chemin de Mézeau » (au pied du château d'eau) avec le compteur principal, et un branchement « rue de la Matauderie » (depuis 2022), ce dernier desservant à ce jour uniquement le bâtiment 3, mais disposant de vannes permettant d'alimenter toute la boucle si besoin. L'exploitant indique que 2 branchements sont prévus rue du bois d'amour, l'un spécifique au sprinklage (réseau d'interconnexion de 1,6 bar), l'autre pour l'usine en remplacement de l'actuel « chemin de Mézeau », dont l'accès ne présente plus les garanties de sécurité nécessaire.</p> <p>L'historique présenté par l'exploitant fait état de consommations annuelles de 30 à 35 000 m<sup>3</sup> pour les années 2018 à 2020, et inférieures à 25 000 m<sup>3</sup> depuis 2022. L'exploitant est donc soumis aux dispositions de l'arrêté du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse.</p> <p>L'inspection a pu constater la présence d'un dispositif totaliseur. Elle a pu consulter des factures d'eau potable.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Prescriptions sécheresses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption de fait de certaines activités
<b>Prescription contrôlée :</b> « Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;</li><li>• captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</li><li>• alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li><li>• transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li><li>• production, distribution et cogénération d'électricité ;</li><li>• production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li><li>• production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li><li>• collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li><li>• nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ; [...] »</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'exerce pas une des activités listées, il n'est donc pas exempté au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Prescriptions sécheresses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption de fait par réduction ou re-utilisation
<b>Prescription contrôlée :</b> « [...] 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023. »
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté en séance le bilan de ses prélèvements depuis le 1er janvier 2018. Il affiche une réduction de plus de 20 %, non liée à la réduction de l'activité. L'exploitant est donc exempté des actions de réduction de prélèvement d'eau au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 4 : Prescriptions sécheresses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exemption préfectorale spécifique
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'autorité administrative compétente en matière de police des installations classées peut adapter les dispositions du présent arrêté aux circonstances locales en fixant des objectifs de réduction différents de ceux mentionnés au I de l'article 2 ou en modifiant la liste des installations, des exploitants ou des pourcentages mentionnés à l'article 3 et adapter en conséquence les éléments tenus à jour mentionnés à l'article 4. »
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas sollicité de demande d'exemption préfectorale.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Prescriptions sécheresses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de restrictions
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci – après, aux dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;</li><li>• alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 %;</li><li>• alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 %;</li><li>• crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. »</li></ul>
<b>Constats :</b> Comme indiqué ci-avant, l'exploitant est exempté des actions de réduction de prélèvement d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Prescriptions sécheresses – délais**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Délais d'application des restrictions
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau, telle que définie à l'article 1er. »
<b>Constats :</b> Comme indiqué ci-avant, l'exploitant est exempté des actions de réduction de prélèvement d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Volumes prélevés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des volumes prélevés
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</i> <i>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a>.</i> <i>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant est exempté des actions de réduction de prélèvement d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Documents inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Documents consultables
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« I. – L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</i> 1° <i>La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</i> 2° <i>Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;</i> 3° <i>Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;</i> 4° <i>Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;</i> 5° <i>Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;</i> 6° <i>La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</i> II. – <i>L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.</i> <i>Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.</i> III. – <i>L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</i> <i>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.</i> <i>Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la</i>

<i>disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2. Les éléments mentionnés au I-1° et 6° ont été présentés lors de l'inspection. Reste cependant à calculer le volume de référence susmentionné afin de justifier des 20 % de réduction de la consommation depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2018.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant procédera au calcul du volume de référence utilisé pour quantifier l'évolution de sa consommation d'eau depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2018.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 9 : Point de contrôle GEREP**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration GEREP
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :[...]</i> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m<sup>3</sup>/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m<sup>3</sup>/ an ; [...]</i></li> </ul> <i>Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils. »</i>
<b>Constats :</b> Les déclarations Gerep pour les années 2023 et 2024 font apparaître des prélèvements respectifs de 24 429 et 27 888 m <sup>3</sup> .
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite